

# LECO

## de la semaine

03 au 09 Mai 2025



# SOMMAIRE

|                                                                                                                                   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Coopération - Formation pour les jeunes aux métiers de demain.....                                                                | 2  |
| 2 <sup>e</sup> édition de la Rencontre des dirigeants : Le numérique et le leadership pour le développement de l'entreprise ..... | 2  |
| Commerce intra-africain : MCB Madagascar mobilise les entreprises malgaches .....                                                 | 3  |
| Secteur extractif - Les ressources minières érigées en « clé du développement » .....                                             | 3  |
| Textile Madagascar : Actual Textiles au cœur du Forum Mondial des Femmes Chefs d'Entreprise .....                                 | 4  |
| Banque mondiale : Ndiame Diop nommé vice-président pour l'Afrique orientale et australe .....                                     | 5  |
| Concours « Andao hamboly » : Le meilleur producteur partira en Chine .....                                                        | 5  |
| Région Atsinanana : Production annuelle de 250 000 tonnes de banane.....                                                          | 6  |
| Carburant : Après la hausse de mai, une baisse attendue en juin .....                                                             | 6  |
| Électrification rurale : quand le secteur privé investit dans les centres de santé .....                                          | 7  |
| Ministre Viviane Dewa : « Dubaï est un marché intéressant en matière de tourisme » .....                                          | 8  |
| Importation – 1 722 véhicules neufs mis à la consommation pour le premier trimestre de 2025.....                                  | 8  |
| Transport aérien - Sept vols directs par semaine avec Air France.....                                                             | 8  |
| Retrait de l'USAID : Les Nations Unies, une opportunité pour catalyser d'autres financements .....                                | 9  |
| Secteur minier : des partenariats stratégiques avec l'UE.....                                                                     | 9  |
| Hausse des prix à la pompe : pas d'impact sur les frais de transport.....                                                         | 10 |
| « Parlons Développement » : l'emploi, l'entrepreneuriat et la jeunesse au menu.....                                               | 10 |
| Marché numérique - La vente en ligne révolutionne le commerce de proximité .....                                                  | 11 |
| Investissements - Un fonds de 5 millions d'euros pour soutenir les petites entreprises .....                                      | 11 |
| Échanges commerciaux : baisse des exportations de vanille et de girofle .....                                                     | 12 |
| Mobile money : MVola célèbre 15 ans d'inclusion financière à Madagascar .....                                                     | 12 |
| Conjoncture mondiale : la chute des prix attendue en 2026 .....                                                                   | 13 |
| Partenariat - L'UE confirme son soutien à Madagascar .....                                                                        | 13 |
| Technologie agricole - Une plateforme pour soutenir les entrepreneurs ruraux.....                                                 | 14 |
| 17 <sup>e</sup> édition de la FEPA : Transformation agricole via un partenariat avec le secteur privé.....                        | 14 |
| MTA - Compagnie Emirates : Un accord pour promouvoir la destination Madagascar .....                                              | 15 |
| Îles Éparses : Une délégation pluridisciplinaire malgache à Paris le 30 juin.....                                                 | 16 |
| Lutte contre la pollution plastique : STCV à la rencontre de Plastic Odyssey.....                                                 | 17 |
| Contenir l'inflation : la BFM relève son taux directeur .....                                                                     | 17 |
| Toekarena : 8,4% ny vidim-piainana eto Madagasikara .....                                                                         | 18 |

# Coopération - Formation pour les jeunes aux métiers de demain

IRINA TSIMIYALY | 03 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le 2 mai 2025, un partenariat a été signé entre le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), le Fonds Malgache de Formation Professionnelle (FMFP), la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) et ENCAF by MEDEF International, pour lancer un projet pilote de formation professionnelle certifiante. Ce projet vise à répondre aux besoins croissants en compétences dans des secteurs comme le numérique, l'énergie renouvelable et l'économie bleue et verte.

L'objectif est de renforcer l'employabilité des jeunes Malgaches en leur proposant des formations adaptées aux exigences du marché. Celles-ci seront accessibles à distance grâce aux technologies numériques, afin de

toucher un public plus large, y compris dans les zones rurales.

Pour le GEM, « la formation professionnelle est un levier important pour la transformation économique de Madagascar ». L'initiative comporte également un volet d'inclusion financière, avec des solutions mobiles destinées à faciliter l'accès des jeunes formés aux services financiers, soutenant ainsi leur insertion professionnelle.

Ce partenariat s'inscrit dans la continuité de la feuille de route 2025, actualisée la semaine dernière entre le GEM et MEDEF International, qui place la formation professionnelle au cœur de la coopération entre la France et Madagascar.

## 2<sup>e</sup> édition de la Rencontre des dirigeants : Le numérique et le leadership pour le développement de l'entreprise

R. EDMOND. | 03 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**Une opportunité de plus, pour les cadres dirigeants d'entreprises, de s'immerger dans le concept du numérique dans le leadership. Peak Business Partner annonce la tenue de la deuxième édition de la Rencontre des Dirigeants.**

L'événement qui se tiendra le 10 mai prochain à l'Hôtel 5 Étoiles Ivato sera un véritable moment fort pour les dirigeants d'entreprises de discuter de la transformation profonde que le numérique opère actuellement dans la gestion de l'entreprise.

Lollia, expert en nouvelles technologies spécialisées en impacts technologiques sur le management ; du Dr Lou Maurica, Chief Technical & Teacher Officer, ainsi que de Ryan Andriamahery, cofondateur de la Haute Ecole d'Informatique (HEI).



### Échanges constructifs

La rencontre, placée sous le thème « L'impact des nouvelles technologies sur le leadership », réunira une trentaine de décideurs et sera marquée par des échanges constructifs sur la modernité managériale devenue incontournable à l'ère du digital. La rencontre vise ainsi à débattre sur les nouvelles pratiques de leadership à l'heure où le numérique transforme en profondeur les modes de travail, de communication et de management. Il y sera notamment question des risques, et des opportunités du numérique dans la stratégie de gestion des entreprises et de la manière avec laquelle les décideurs doivent se préparer avec lucidité à cette transformation numérique en profondeur. Trois experts de renom animeront cette rencontre. Il s'agit en l'occurrence du Dr Fabrice

### Enjeux concrets

D'éminents intervenants apporteront leur expertise pour éclairer les enjeux concrets du numérique dont le télétravail, la communication managériale, l'adaptation des pratiques de leadership. Sur ce point, d'ailleurs, le Dr Fabrice Lollia, a expliqué, lors de la conférence de presse de présentation de la Rencontre des Dirigeants, que les nouvelles technologies modifient profondément les rapports humains dans les organisations. Il a cité le cas du « télétravail qui facilite la vie quotidienne mais qui rend complexe la relation managériale », Pour Hasina Andrianantenaina, DG de Peak Business Partner, « la rencontre des dirigeants sera une plateforme pour offrir des outils aux dirigeants face aux défis technologiques, humains, organisationnels d'aujourd'hui ». Partenaire stratégique de la Rencontre, la Haute Ecole d'Informatique (HEI) apportera sa vision de la mutation technologique. Une opportunité également pour cette école supérieure privée en informatique de mettre en avant son engagement de propulser les talents numériques de Madagascar sur la scène internationale et de contribuer à l'essor du digital local. Pour Yas Madagascar, qui en est le sponsor engagé, la Rencontre des dirigeants sera aussi l'occasion d'accompagner les décideurs dans leur développement personnel et professionnel.

# Commerce intra-africain : MCB Madagascar mobilise les entreprises malgaches

ARH | 03 MAI | LES NOUVELLES

Antananarivo accueillera ce 5 mai à l'hôtel Radisson Blu, un événement commercial intra-africain. Organisé par la banque MCB Madagascar, ce rendez-vous devrait permettre de positionner les entreprises malgaches au cœur des nouvelles dynamiques économiques du continent.

Face à la transformation rapide des marchés africains, les entreprises qui misent sur des chaînes d'approvisionnement durables, connectées... gagnent en compétitivité. MCB Madagascar entend ainsi encourager l'adoption de nouvelles solutions digitales, notamment en matière de paiements transfrontaliers et de gestion logistique.

Des experts internationaux interviendront pour éclairer les enjeux actuels du commerce africain. Parmi eux, Wilfried Giner, directeur exécutif d'Atradius Global France, apportera son expertise en gestion du risque financier. Olivier Lens, directeur de Swift en Afrique subsaharienne, partagera sa vision sur les flux numériques sécurisés. May

Wafa, directrice de JP Morgan dans la région, mettra en avant les leviers du financement commercial. Enfin, Arnaud Levasseur, vice-président exécutif de MCB, présentera des solutions concrètes pour soutenir les chaînes d'approvisionnement africaines.

Les thématiques abordées couvriront quatre axes : la digitalisation des paiements pour faciliter les échanges transfrontaliers, la construction de chaînes d'approvisionnement résilientes, l'innovation logistique et financière, ainsi que les opportunités concrètes pour les entreprises malgaches.

A travers cet événement, MCB Madagascar souhaite renforcer l'intégration économique de Madagascar sur le continent. En s'appuyant sur des outils modernes et des partenaires de référence, les entreprises locales sont invitées à saisir les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

## Secteur extractif - Les ressources minières érigées en « clé du développement »

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 05 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**P**our le chef de l'État, l'exploitation appropriée des ressources minières est la clé de l'essor économique du pays. Un postulat sur lequel il table pour défendre le projet Base Toliara.

La clé de l'essor du développement. C'est ainsi qu'Andry Rajoelina, président de la République, parle des enjeux de l'exploitation des ressources minières du pays.

« La maîtrise et l'exploitation de façon appropriée de nos richesses minières est la clé de notre développement économique, pas les aides venant des bailleurs traditionnels », déclare le chef de l'État dans l'interview diffusée à la radio et la télévision nationales, hier. Des propos qu'il a utilisés comme entrée en matière à sa réponse à une question sur le projet Base Toliara. Il a ajouté : « Avec trois ou quatre projets comme Base Toliara, nous n'aurions plus besoin des aides étrangères. »

Base Toliara sera le 3e plus grand projet d'exploitation minière qui sera conduit à Madagascar. Suspendu en 2019, l'État a autorisé sa reprise en novembre 2024. Une autorisation accordée après des « études effectuées par des comités d'experts », affirme le Président. Un feu vert accordé après des négociations qu'il a lui-même conduites, ajoute-t-il. Toutefois, le projet fait face à une vive contestation d'une partie des habitants de la zone concernée.

### Un exemple

Le chef de l'État érige Base Toliara comme un exemple de projet d'exploitation minière appropriée et allant dans le sens des intérêts du pays, de la région d'implantation et de ses habitants. Face aux appréhensions sur le volet sanitaire, il soutient : « Je n'aurais jamais accepté un projet qui présenterait un danger pour les Malgaches. » À ceux qui affirment que des commissions auraient été perçues en échange de l'autorisation étatique, il atteste que « rien de plus que ce qui est inscrit dans l'accord n'a été perçu ». En annonçant qu'il compte se rendre à Toliara, le président de la République fait part de son intention d'expliquer de vive voix aux habitants de la zone concernée le projet Base Toliara. Aux acteurs politiques, il rappelle que l'accord y afférent sera présenté devant le Parlement pour une ratification. « Tout ce qui concerne le projet y est inscrit », affirme-t-il. Un revenu annuel de 180 millions de dollars lorsque l'exploitation démarrera, et des taxes s'élevant en tout à 5 milliards de dollars, en plus des projets communautaires, sont mis en avant.

# Textile Madagascar : Actual Textiles au cœur du Forum Mondial des Femmes Chefs d'Entreprise

05 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Le 29 avril 2025, le prestigieux Forum Mondial des Femmes Chefs d'Entreprise s'est tenu à l'hôtel Novotel Antananarivo, sous le haut patronage de la Ministre des Affaires Étrangères ; Madame Rasata Rafaravavitaika. Cette année, Madagascar a eu l'honneur d'accueillir cet événement international, placé sous le thème « Vers une économie résiliente et inclusive ». Ce rendez-vous a rassemblé des femmes leaders du monde entier, issues de divers secteurs d'activité.

À cette occasion, la direction d'Actual Textiles a été invitée en tant que cheffe d'entreprise féminine active dans le secteur textile à Madagascar, pour participer aux échanges et réflexions sur les grands enjeux économiques actuels.

## Un acteur engagé du Textile Madagascar

La présence d'Actual Textiles à ce Forum Mondial témoigne de son engagement en faveur d'un Textile Madagascar inclusif, durable et compétitif. À travers ses actions, l'entreprise soutient activement le développement économique local et la valorisation des talents, notamment féminins, au sein de l'industrie textile.



## Leadership féminin et influence collective : leviers de transformation

Les discussions ont mis en lumière l'importance du leadership féminin et de l'influence collective dans la construction d'une économie plus résiliente. Des valeurs que Textile Madagascar intègre de plus en plus, à l'image d'Actual Textiles qui favorise l'égalité des chances et l'innovation sociale au cœur de ses priorités.

## Coopération Nord-Sud : une stratégie pour l'avenir du textile

La coopération Nord-Sud a également été identifiée comme une clé du développement pour le secteur textile. Ce type de partenariat constitue un levier crucial pour faire évoluer le textile malgache vers plus de durabilité, de compétitivité et d'ouverture à l'international.

## Un mot de la direction

« Être conviée à ce Forum Mondial aux côtés de femmes dirigeantes engagées a été une expérience inspirante. Cette reconnaissance renforce notre volonté d'œuvrer pour un textile malgache résilient, équitable et tourné vers l'avenir. Nous croyons que l'inclusion, l'innovation et la coopération sont les fondations d'une économie forte et durable. »

Madame Mezbine HIRIDJEE & Monsieur Ilann HIRIDJEE.  
Direction Générale d'Actual Textiles

## Textile Madagascar : une dynamique collective pour l'avenir

À travers sa participation au Forum Mondial des Femmes Chefs d'Entreprise, Actual Textiles réaffirme sa volonté de contribuer activement à l'évolution du secteur textile malgache, non seulement sur le plan économique, mais aussi social et environnemental. L'entreprise s'inscrit pleinement dans une démarche collective, aux côtés d'autres acteurs locaux et internationaux, pour bâtir un écosystème plus solidaire, inclusif et durable.

En tant qu'entreprise engagée, Actual Textiles mise sur la valorisation des talents locaux, la promotion du leadership féminin, le renforcement des compétences, et l'adoption de pratiques responsables dans toute sa chaîne de valeur. Cette vision s'inscrit dans une dynamique nationale visant à faire du Textile Madagascar un secteur stratégique, capable de rayonner à l'international tout en répondant aux exigences des marchés responsables. La transformation du secteur passe par une coopération renforcée entre les institutions, les entreprises, la société civile et les partenaires internationaux, afin de construire ensemble un avenir textile plus résilient, équitable et innovant.

# Banque mondiale : Ndiame Diop nommé vice-président pour l'Afrique orientale et australe

ANTSA R. | 05 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

La Banque mondiale a annoncé la nomination de Ndiame Diop au poste de vice-président pour l'Afrique orientale et australe. À la tête d'un portefeuille régional actif de près de 400 projets représentant plus de 76 milliards de dollars, Ndiame Diop supervisera les opérations dans 26 pays. Il conduira également un programme ambitieux de travaux analytiques, d'assistance technique et de conseils stratégiques. Son mandat portera sur des priorités cruciales pour le développement de la région : création d'emplois, accès à l'énergie, connectivité numérique, intégration régionale, santé, eau, assainissement et éducation. Il pilotera en parallèle les efforts visant à lutter contre les causes de la fragilité, des conflits et de la violence. Économiste

chevronné, Ndiame Diop cumule plus de 25 ans d'expérience internationale, ayant œuvré en Asie de l'Est, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Avant cette nomination, il occupait le poste de Directeur pays pour le Nigeria, où il a dirigé le plus grand portefeuille africain de la Banque mondiale (17 milliards USD), et contribué à la relance économique via des réformes structurelles, le développement du numérique, l'accès au financement et la croissance de l'agrobusiness. Titulaire d'un doctorat en économie, il est auteur de nombreuses publications scientifiques sur les politiques fiscales, l'inflation, la diversification économique ou encore les effets de la rente des ressources naturelles.

## Concours « Andao hamboly » : Le meilleur producteur partira en Chine

NAVALONA R. | 05 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**U**n concours rizicole, qui s'intitule « Andao Hamboly », est lancé par le Secrétariat d'État auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté Alimentaire en décembre 2024 dans le district d'Atsimondrano.

C'est une grande motivation pour les agriculteurs de booster leur production. « Cette initiative s'inscrit dans la dynamique nationale de renforcement de la souveraineté alimentaire. En effet, elle vise à améliorer durablement les rendements agricoles par l'introduction de nouvelles techniques culturales en commençant par l'adoption du riz hybride. Les premiers résultats s'annoncent très prometteurs », a déclaré la Secrétaire d'État chargée de la Souveraineté Alimentaire (SESA), Tahian'Ny Avo Razanamahefa, lors d'une descente sur le terrain dans le district d'Atsimondrano, accompagnée du Député Andry Ratsivahiny, des experts chinois et des techniciens agricoles malgaches.

### Triplement de la production

De nombreux paysans, issus des douze communes dans le district d'Atsimondrano, ont participé activement à ce concours « Andao hamboly ». Ils témoignent déjà d'un bond spectaculaire de leur production rizicole étant donné qu'un seul épi du riz hybride peut porter jusqu'à 240 grains contre environ 130 grains pour les variétés traditionnelles. « Nous constatons de visu une nette différence entre les récoltes issues de l'application de cette nouvelle technologie agricole innovante et celles provenant de l'exploitation des variétés locales. Nous pouvons ainsi espérer le doublement voire le triplement de la production à cet effet », selon leurs dires. En outre, « la résilience de cette variété de riz hybride face aux aléas climatiques est également confirmée par les producteurs. En effet, malgré une pluviométrie tardive et insuffisante, leur rendement a toujours connu une bonne performance.

Grâce à l'introduction de cette nouvelle technologie de riz hybride, une véritable révolution est amorcée », a souligné le député élu dans le district d'Atsimondrano, Andry Ratsivahiny. Il faut savoir que certains agriculteurs ont enregistré les mêmes meilleurs rendements alors qu'ils n'ont utilisé que des engrais composts pour fertiliser leurs parcelles.



### Diffusion de bonnes pratiques

De son côté, la Secrétaire d'État chargée de la Souveraineté Alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa, tient à préciser que ce concours « Andao Hamboly » s'inscrit pleinement dans la vision du Président de la République d'assurer l'autosuffisance en riz en transformant l'agriculture malgache. « Pour soutenir cette dynamique, le producteur affichant les meilleurs rendements bénéficiera d'un stage de formation en matière de riziculture hybride, en Chine », a-t-elle annoncé. Et elle d'enchaîner que ce programme de renforcement de capacité vise à accélérer

la diffusion de ces bonnes pratiques agricoles tout en préparant la prochaine campagne de production. Elle a également réaffirmé la volonté du gouvernement de continuer à soutenir les initiatives locales par l'apport de technologies adaptées et l'amélioration des infrastructures agricoles. « Le riz hybride est une solution pour améliorer

nos rendements, nourrir nos familles et contribuer à l'autosuffisance alimentaire nationale », affirment les paysans dans l'Atsimondrano qui s'engagent déjà à poursuivre cette belle initiative. Il est à noter que leurs récoltes issues de ce programme sont prévues dans deux semaines.

## Région Atsinanana : Production annuelle de 250 000 tonnes de banane

NAVALONA R. | 06 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Atsinanana fait partie des régions les plus grandes productrices de banane à Madagascar.

Selon les statistiques publiées par le ministère en charge de l'Agriculture et de l'Élevage, cette région enregistre une production annuelle avoisinant les 250 000 tonnes. Ce département ministériel prévoit de relancer cette filière porteuse dans le cadre d'un événement intitulé « FOFIFA Tour » qui s'est tenu tout récemment dans la partie Est de Madagascar en vue de célébrer le cinquantenaire de ce centre national de recherche appliquée au développement rural. Pour ce faire, un site vitrine national sera ainsi mis en place à Brickaville, une zone à forte potentialité en matière de production de ce fruit tropical, après une étude de diagnostic de cette filière. Des chercheurs au sein du FOFIFA ont également présenté les produits de leurs recherches, dans le cadre de cet événement.

### Meilleurs rendements

Il est à noter que la Grande Île exportait des bananes auparavant mais le pays a perdu sa place sur le marché international en raison de la chute de la production tant en quantité qu'en qualité, due aux effets néfastes du changement climatique et aux maladies affectant les fruits. Raison pour laquelle, toutes les parties prenantes se sont attelées à redynamiser cette filière afin de redorer le blason de Madagascar sur le plan international. De nouvelles semences améliorées produites par les chercheurs du

FOFIFA seront ainsi vulgarisées auprès des planteurs. Outre leur résilience face aux aléas climatiques, ces nouvelles variétés permettent de se procurer de meilleurs rendements de productivité atteignant les 34 tonnes/hectare si les paysans ne peuvent enregistrer jusqu'à maintenant qu'un rendement moyen de 15 tonnes/ha. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la vision du président de la République concernant la transformation de l'agriculture tout en contribuant à l'amélioration des revenus, et partant à celle des conditions de vie des paysans, a-t-on appris.

### Variétés les plus connues

Sur le marché de la Capitale, les consommateurs achètent les bananes à 3 000 – 4 000 ariary le kilo. « Nous avons du mal à trouver de bonne qualité en ce moment étant donné que ce fruit très prisé par les enfants commence à se faire rare à l'approche de la saison hivernale », témoigne une mère de famille. Les variétés les plus connues dans le pays sont notamment le « Batavia », le « Ranjalia » et les bananes plantains. Parlant de la transformation de ce fruit exotique, les bananes séchées envahissent le marché. Des pâtes de bananes, du jus et des confitures de bananes sont également convoités par les consommateurs, sans parler des beignets de banane qui se vendent comme des petits pains.

## Carburant : Après la hausse de mai, une baisse attendue en juin

R.EDMOND. | 06 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Le mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants s'applique à la lettre. Avec des hauts et des bas mais sans encore atteindre le plus haut niveau enregistré en décembre 2024.

### Révision automatique

Comme attendu, les prix à la pompe des carburants ont été révisés à la hausse depuis hier. On rappelle qu'à 4 970 ariary le litre en avril, le gasoil est passé, en ce mois de mai, à 5 170 ariary soit une augmentation de 200 ariary par litre (+3,6%). Le supercarburant, quant à lui, est passé de 5 320 ariary le litre à 5 510 ariary soit une augmentation de 190 ariary par litre (+4%). Enfin le pétrole lampant passe de 3 030 ariary le litre à 3 230 ariary, soit une augmentation de 200 ariary par litre (6,6%). Il s'agit d'une

révision automatique calculée sur la base des deux principaux paramètres qui influent sur les prix à la pompe que sont les cours du baril sur le marché pétrolier et la parité de dollar, monnaie de référence des importations pétrolières. Les prix affichés du mois de mai sont calculés sur la valeur M-2 de ces paramètres, c'est-à-dire au mois de mars où le baril a enregistré une flambée consécutive à la décision des pays pétroliers de réduire leur production, mais aussi par les incertitudes de l'économie mondiale provoquées entre autres, par la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump.

### Paramètres favorables

Heureusement que la tendance du marché pétrolier mondial s'est inversée depuis avril où l'on a enregistré la

reprise progressive de la production du côté des pays exportateurs, ce qui entraîne une baisse du baril. Pour le Brent par exemple, la cotation tournait autour de 69,5 dollars en avril contre environ 74,8 dollars en début d'année. Parallèlement, la monnaie nationale a connu une certaine embellie par rapport au dollar qui était en moyenne à 4 450 ariary en avril contre 4 650 ariary en mai.



Des paramètres favorables en somme et qui impliqueraient automatiquement une baisse des prix à la pompe en juin durant laquelle le supercarburant accusera, indique-t-on une baisse de -70 ariary par litre et le gasoil de -200 ariary

par litre. Une perspective à la baisse qui soulagera les finances des consommateurs.

## FEC

Pour rappel l'application de l'ajustement automatique des prix des carburants résulte des négociations avec le Fonds Monétaire International dans le cadre du programme au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) dont les deux premières revues ont été approuvées par le conseil d'administration du Fonds. Dans un souci de protéger les consommateurs contre une flambée brutale, l'ajustement qui intervient tous les 5 du mois est plafonné à 200 ariary aussi bien à la hausse qu'à la baisse. L'objectif du système est de se rapprocher à la vérité des prix en tenant compte des fluctuations sur le marché international. Et ce afin d'éviter les subventions qui grèvent considérablement les finances publiques. Rien qu'en 2024, l'État a versé environ 100 milliards d'ariary de subventions (environ 21 millions de dollars) aux sociétés pétrolières, dont 90 % ont concerné le pétrole lampant qui est le produit le plus utilisé pour l'éclairage en milieu rural. Dans son intervention, avant-hier à la télévision nationale, le Président de la République Andry Rajoelina a indiqué que grâce aux efforts pour réduire et supprimer les subventions, les projets sociaux seront mieux financés.

## Électrification rurale : quand le secteur privé investit dans les centres de santé

ARH | 06 MAI | LES NOUVELLES

Avec un taux d'électrification très bas en milieu rural (seuls 15% de la population rurale sont raccordés au réseau électrique – BEI), Madagascar peine à garantir des services de santé de qualité. De nombreux CSB fonctionnent sans électricité, limitant la conservation des vaccins, les accouchements nocturnes ou l'usage d'équipements médicaux essentiels.

L'entreprise Ixeo, spécialiste du photovoltaïque depuis 20 ans, électrifie 500 Centres de santé de base (CSB) à Madagascar. Ce projet d'envergure, financé par la Banque mondiale dans le cadre du programme Lead (Least-Cost Electricity Access Development), veut renforcer l'accès aux soins dans les zones rurales. A ce jour, 266 centres sont déjà équipés ou en phase finale d'installation. En apportant une énergie propre et stable, Ixeo transforme les conditions de travail du personnel médical et améliore la prise en charge des patients.

Les installations mises en place par Ixeo reposent sur des systèmes solaires autonomes, dimensionnés selon les besoins de chaque CSB. La puissance varie de 2,4 à 4,8 kWc, avec des batteries capables d'assurer l'autonomie

nocturne. Chaque système est équipé de dispositifs de surveillance à distance et de protection avancée. Un réseau logistique déployé à travers le pays garantit l'approvisionnement, l'installation et la maintenance. « Voir l'impact immédiat de notre travail sur la santé des populations est extrêmement motivant », témoigne Jean-Marc T., chef de projet de Ixeo à Madagascar.

Pour mener à bien cette mission, Ixeo s'appuie sur une structure bicéphale : Ixeo Réunion assure l'ingénierie et la planification, tandis qu'Ixeo Madagascar pilote l'exécution. Plus de 300 techniciens et sous-traitants locaux participent aux travaux. Une équipe de maintenance et un système d'alerte automatique permettent un suivi permanent.

Au-delà de l'impact sanitaire, le projet stimule l'économie locale : création d'emplois, transfert de compétences, réduction de la dépendance aux énergies fossiles. Avec 453 CSB à équiper en 180 jours, l'entreprise relève un défi technique, humain et logistique. In fine, il s'agit d'apporter l'électricité là où elle change la vie, en particulier dans les lieux où la santé dépend encore trop de la lumière du jour.

## Ministre Viviane Dewa : « Dubaï est un marché intéressant en matière de tourisme »

JEAN RIANA | 06 MAI | LES NOUVELLES

Le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Viviane Dewa a effectué dans ses locaux à Tsimbazaza un rapport de la participation de Madagascar à l'Arabian Travel Market (ATM) qui s'est tenu à Dubaï du 28 avril au 1er mai, stipulant que Dubaï s'avère être un marché très intéressant en matière de tourisme.

« J'ai constaté durant cet événement que les visiteurs ont affiché une certaine volonté à vouloir visiter Madagascar », a-t-elle déclaré, ajoutant que Dubaï ne dispose que d'une vaste étendue de désert, ce qui fait que la Grande île a beaucoup à offrir aux visiteurs issus de ce pays. « Toutefois, Madagascar a aussi beaucoup à apprendre de lui car malgré son handicap en matière de ressources naturelles, il dispose d'une expérience de 20 millions de

visiteurs à la clé, surtout que l'économie de Dubaï se base sur trois piliers dont le tourisme, l'immobilier et l'innovation », a soutenu la ministre.

En tout cas, grâce au partenariat avec la compagnie aérienne Emirates, l'exploitation de ce marché n'en sera que plus facile. « Au mois de juin, le président Andry Rajoelina va diriger une délégation malgache à destination de Dubaï pour participer à un forum économique entre les deux pays. Tout comme lors de l'ATM, le ministère du Tourisme et de l'artisanat et Emirates vont coorganiser un networking où les hommes d'affaires sont invités à y assister et profiter de l'occasion pour conquérir ce marché prometteur », a affirmé la ministre Viviane Dewa.

## Importation – 1 722 véhicules neufs mis à la consommation pour le premier trimestre de 2025

06 MAI | 2424.MG

Antananarivo, 6 Mai, 6h30 – La direction générale des Douanes rapporte 1 722 véhicules neufs importés mis à la consommation pour le premier trimestre de 2025. C'est le cumul du nombre de véhicules neufs rapporté par l'administration douanière dans ses tableaux de bord des trois premiers mois de cette année. Le montant CAF de leurs importations s'élève à 179,3 milliards d'ariary, d'après les données communiquées.

Une hausse de 56,1% du nombre de véhicules neufs importés à Madagascar est à noter par rapport aux

1 043 véhicules mis à la consommation durant le premier trimestre de 2024. Leur valeur CAF à l'époque s'élevait pour leur part à 111,7 milliards d'ariary, en compilant les chiffres partagés par la Douane.

Par ailleurs, 3 018 autres véhicules avaient également été importés et mis à la consommation durant les trois premiers mois de cette année. Leur valeur CAF est cette fois-ci de 88,7 milliards d'ariary. Durant la même période en 2024, 2 785 autres véhicules avaient été mis à consommation pour une valeur CAF de 57,6 milliards d'ariary.

## Transport aérien - Sept vols directs par semaine avec Air France

IRINA TSIMIJALY | 07 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Air France muscle sa présence dans le ciel malgache. Pour l'été 2025, la compagnie aérienne proposera jusqu'à sept vols directs hebdomadaires entre Antananarivo et Paris. Une intensification qui marque la volonté de renforcer la connectivité entre les deux pays, notamment durant la haute saison. Depuis quelques mois, la fréquence des vols s'intensifie progressivement. Jusqu'au 31 mai, cinq vols sont opérés chaque semaine. En juin, ce nombre passera à six, avant d'atteindre un pic de sept rotations hebdomadaires en juillet et août. Une cadence quotidienne, rare sur cette destination, reflète un enjeu stratégique majeur.

Les vols sont assurés en Boeing 777-200, un appareil long-courrier configuré pour accueillir 28 passagers en classe Affaires, 32 en Premium Economy et 268 en classe Économique. Ce type d'avion permet de répondre à une demande variée, tant touristique que professionnelle ou familiale.

Au-delà du renforcement de la desserte, ces vols facilitent également les correspondances vers l'étendu réseau d'Air

France, couvrant l'Europe, l'Amérique et l'Asie. Un atout pour les voyageurs malgaches souhaitant rejoindre d'autres destinations internationales avec un seul transit.



Selon les explications, ce renforcement témoigne d'un engagement stratégique fort : Madagascar demeure une escale essentielle dans la vision d'Air France pour le développement de sa présence en Afrique australe.

# Retrait de l'USAID : Les Nations Unies, une opportunité pour catalyser d'autres financements

R.EDMOND. | 07 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**L**e gel de l'aide américaine via la fermeture de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) provoque naturellement des perturbations en matière de financement du développement socio-économique.

Des alternatives existent pour compenser ces coupes budgétaires.

## Secteur de concentration

La ministre de l'Économie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison donne une des pistes envisageables. Durant son intervention, hier lors d'un panel de haut niveau entrant dans le cadre de la Retraite 2025 de l'équipe des Nations-Unies à Madagascar, la ministre a indiqué que les Nations-Unies peuvent être considérées comme une opportunité pour catalyser d'autres financements. Plus particulièrement dans le domaine de la santé où une centaine de projets sont gravement touchés.

D'ailleurs, ce n'est pas par hasard que les autorités misent sur le Système des Nations-Unies puisque ce système onusien identifie la santé comme l'un de ses secteurs d'intervention prioritaires. En effet, près de 42% des financements sont consacrés à la santé, soit 168 328 372 USD. Suivent l'Agriculture à 14% soit une aide de 53 806 476 USD, puis l'Eau et l'Assainissement à 9% soit 34 958 145 USD ainsi que l'Éducation à 8%.

## Plan de contingence

Quoiqu'il en soit, le gouvernement malgache a fait preuve de réactivité pour réduire les effets néfastes de ce départ de l'USAID. « Pour Madagascar, un plan de contingence

est en cours d'élaboration pour faire face à ce retrait effectif de l'USAID », a ajouté la ministre.

Elle précise que « les Nations-Unies peuvent aider en termes d'expertise et d'appel à financement. » La ministre a également parlé des problèmes liés à la dispersion de l'aide. « Les Nations Unies gagneraient à concentrer leur appui dans des secteurs qui aident à la résilience économique et à mettre en place une véritable synergie entre les agences, en cohérence avec les priorités nationales ».



Elle a également souligné l'importance de l'abandon de l'assistanat. « Il est essentiel que les interventions sortent de l'esprit d'assistanat et deviennent des appuis de plus en plus structurels, meilleure manière d'aller vers une résilience économique réelle et effective », a-t-elle indiqué.

## Secteur minier : des partenariats stratégiques avec l'UE

ARH | 07 MAI | LES NOUVELLES

L'ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, Roland Kobia, a été reçu en visite de courtoisie hier par le ministre des Mines, Herindrainy Olivier Rakotomalala, à Ampandrianomby.

Lors de cet échange, le diplomate a énuméré les avantages considérables que le marché européen offre à la Grande île. Il a rappelé que 30% des exportations malgaches sont destinées à l'Europe, bénéficiant d'un accès sans droits de douane ni restrictions quantitatives. « L'Union européenne est le premier client de Madagascar », a-t-il souligné, comparant cet avantage à d'autres partenaires commerciaux comme les États-Unis, où 47% des droits de douane peuvent s'appliquer.

Il a également évoqué l'accord de partenariat économique qui lie l'Union européenne à Madagascar, consolidant

ainsi un cadre favorable aux échanges commerciaux durables.

Pour sa part, le ministre des Mines a salué cette coopération dynamique et réaffirmé l'engagement de Madagascar à tirer profit de ces opportunités pour soutenir son développement économique. Il a souligné que l'ouverture vers les marchés extérieurs, en particulier européens, représente un levier essentiel de croissance pour le pays.

Au-delà du secteur minier, les deux parties ont exploré de nouvelles pistes de collaboration dans divers domaines stratégiques. Elles ont exprimé une volonté commune d'intensifier les partenariats et de renforcer les liens bilatéraux au service du développement.

# Hausse des prix à la pompe : pas d'impact sur les frais de transport

JEAN RIANA | 07 MAI | LES NOUVELLES

**A** la suite de la rencontre trimestrielle avec les responsables des organisations et coopératives des transporteurs urbains et régionaux de Madagascar, le 5 mai, l'Agence des transports terrestres (ATT) a émis un rapport selon lequel la récente modification des prix à la pompe n'aura aucun impact sur les frais de transport.

Si l'on se réfère à ce rapport, les contribuables peuvent souffler vu qu'aucune hausse des frais n'est à craindre pour le moment, sauf bien sûr si les transporteurs changent d'idée. A rappeler que le prix du litre de gasoil est passé de 4 970 à 5 170 ariary, enregistrant une hausse de 200 ariary, tandis que le sans-plomb 95 affiche une différence de 190 ariary, passant de 5 320 à 5 510 ariary. Quant au pétrole lampant, le prix du litre est passé de 3 030 ariary auparavant, à 3 230 ariary actuellement. D'après le ministère des Transports et de la météorologie (MTM), cette réunion des diverses parties prenantes incluant, entre autres, la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) et l'ATT, a permis d'expliquer en détail aux transporteurs les raisons des changements fréquents des prix à la pompe. « Avec l'application des vérités des prix, la variation des prix du carburant à l'étranger impacte sur

les prix à la pompe à Madagascar », explique le MTM. Il avance que ce fut aussi l'occasion de renforcer le message du président Andry Rajoelina dans son discours, lors de l'émission spéciale sur les chaînes nationales le 4 mai, concernant l'augmentation des prix des carburants et leur baisse consécutive au cours des mois de juin et juillet. A l'issue de cette rencontre, un système réunissant tous les acteurs du transport terrestre a été mis en place pour améliorer et coordonner la coopération, dont une commission en charge des lois, du capital humain, de la fiscalité, des infrastructures, de la sécurité... Le prochain rendez-vous est programmé au mois d'août, mais les travaux des comités établis commenceront bientôt, passant par la réorganisation au niveau des stations, l'amélioration des infrastructures et bien d'autres.

## « Parlons Développement » : l'emploi, l'entrepreneuriat et la jeunesse au menu

FAHRANARISON | 07 MAI | LES NOUVELLES

L'Institut Confucius de l'Université d'Antananarivo accueillera demain la prochaine édition de « Parlons Développement », une série de dialogues visant à façonner un avenir durable pour Madagascar. Cet événement, qui se déroulera de 10h à 12h, sera une plateforme ouverte pour aborder un thème crucial : l'insertion professionnelle des jeunes à Madagascar, un enjeu majeur qui oscille entre espoir et réalité.



Cette initiative est soutenue par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et la Banque mondiale, qui œuvrent sans relâche pour promouvoir le développement durable et l'inclusion socio-économique des jeunes dans le pays. Leur présence témoigne de

l'importance de ce dialogue, qui aspire à trouver des solutions concrètes aux défis de l'employabilité des jeunes. Des experts, des décideurs, des représentants d'organisations non gouvernementales ainsi que des jeunes concernés par cette problématique se réuniront pour échanger leurs idées et expériences. Les discussions seront centrées sur les obstacles rencontrés par les jeunes dans le monde du travail et sur les opportunités à saisir pour construire un avenir meilleur.

Sachant que le taux de chômage chez les jeunes demeure élevé, et les barrières à l'entrée sur le marché du travail sont nombreuses, cette rencontre vise non seulement à sensibiliser le public à ces enjeux. Elle a également pour but d'encourager la mise en place de stratégies efficaces pour améliorer l'insertion professionnelle. Les organisateurs invitent tous les acteurs concernés à participer à ce dialogue crucial. « Nous croyons fermement que chaque voix compte. C'est ensemble, à travers des échanges ouverts et constructifs, que nous pourrons tracer la voie vers un avenir plus radieux pour les jeunes de Madagascar », lancent les organisateurs de l'événement.

# Marché numérique - La vente en ligne révolutionne le commerce de proximité

IRINA TSIMIJALY | 08 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**P**lus besoin d'étal ou de boutique : à Madagascar, un téléphone suffit pour faire du commerce. Portée par Facebook et TikTok, la vente en ligne devient un véritable gagne-pain pour beaucoup.

Aujourd'hui, ma boutique, c'est mon téléphone. Mon marché, c'est Facebook. » Sarobidy, vendeuse à Antananarivo, incarne cette nouvelle génération de commerçants qui n'ont plus besoin de boutique physique pour vendre. Avec un smartphone et un peu d'intuition, elle fait tourner son affaire en ligne. À Madagascar, la vente sur Internet s'impose comme une solution accessible, en particulier pour les femmes. Friperies, vaisselle, sacs de luxe, électroniques... tout se vend via Facebook, TikTok ou WhatsApp. Grâce aux directs, les vendeurs présentent leurs produits en temps réel, répondent aux questions, et les clients commandent sans avoir à se déplacer.

« Même sans suivre une page, les produits apparaissent dans le fil d'actualité. On regarde, on aime, on achète », témoigne Sandratra, une cliente. Cette proximité virtuelle remplace peu à peu celle des marchés traditionnels. Le client pose ses questions en direct, voit les articles en vidéo, puis se fait livrer dans la journée.

Et ce modèle séduit. Beaucoup y voient une voie vers l'indépendance. « Pas besoin de diplôme, juste de l'intuition et une bonne organisation », confie Sarobidy.

L'ouverture d'une balle de friperie coûte entre 100 000 et 2 000 000 ariary. C'est un pari, mais parfois très rentable. « C'est comme une boîte surprise. Parfois, c'est le jackpot, parfois non », sourit Mialy, gestionnaire de la page Soa Ra.

Autour de ce nouveau marché, tout un écosystème s'est formé : services de livraison, fournisseurs en gros, groupes de revendeurs. Le bouche-à-oreille virtuel fait le reste. Aujourd'hui, les frais de livraison tournent autour de 3 000 ariary en centre-ville, et jusqu'à 5 000 ariary dans les quartiers périphériques.

## Vide juridique

Mais tout n'est pas toujours parfait. Nomena, client régulier, reste prudent : « Parfois, on paie la livraison, mais l'article reçu

ne correspond pas vraiment à la vidéo ou aux photos. C'est un peu la loterie. » Des aléas qui ne freinent pas pour autant l'engouement.



Ce commerce numérique devient peu à peu une nouvelle forme de commerce de proximité, à la fois souple, direct et très réactif.

Dans un contexte d'expansion continue, les autorités tentent d'instaurer un cadre réglementaire. Le ministère du Commerce a bien établi une fiche technique il y a cinq ans, mais celle-ci ne couvre toujours pas les transactions effectuées via les réseaux sociaux.

Ces plateformes évoluent donc dans une zone grise juridique, sans encadrement légal clair de leurs activités commerciales. La mise à jour de ces dispositifs représente un véritable défi pour les institutions souhaitant intégrer ces nouveaux modes de commerce dans l'économie formelle.

Rivo Rakotondrasanjy, président du Fivmpama, alerte : « Comme partout, certains vendeurs sont en règle, d'autres non. Il faut avoir un NIF, un numéro statistique. Beaucoup utilisent les réseaux comme simple vitrine. Le sujet n'a pas encore été sérieusement traité. »

# Investissements - Un fonds de 5 millions d'euros pour soutenir les petites entreprises

IRINA TSIMIJALY | 08 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un nouveau fonds a été mis en place pour venir en aide aux très petites entreprises (TPE) malgaches. Baptisé Fonds Meso Capital Madagascar, il a été lancé en avril avec un financement initial de 5 millions d'euros, grâce à l'appui de l'Union européenne. Le projet est porté par le Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy (Fivmpama), une organisation regroupant des entrepreneurs locaux.

« Le principal obstacle auquel font face les petites entreprises est l'accès au financement, ce qui freine leur développement », explique Rivo Rakotondrasanjy, président du Fivmpama, hier lors d'une conférence de presse à

Antaninarenina. « Si ce problème est réglé, elles peuvent mieux répondre à la demande du marché, aussi bien local qu'international. »

Le fonds s'adresse aux entreprises actives dans des secteurs comme l'agriculture, les huiles essentielles, l'artisanat, le textile ou encore les services numériques. L'objectif n'est pas de financer une entreprise isolée, mais de regrouper plusieurs structures au sein d'une Société de Projet (SPV – Special Purpose Vehicle), selon leur domaine d'activité.

« En se regroupant dans une SPV, les entreprises peuvent mutualiser leurs ressources — équipements, infrastructures — et progresser collectivement », poursuit Rakotondrasanjy. « Cela leur donne aussi accès à des moyens qu'elles ne pourraient pas mobiliser seules. » Toutefois, seules les entreprises en règle peuvent intégrer une SPV. Le Centre de Gestion Agréé (CGA), mis en place avec le soutien du ministère de l'Économie, les accompagne pour leur permettre de se formaliser et de

tenir une comptabilité suivie. « Sans cela, il n'est pas possible d'accéder à un fonds d'investissement. »

Le projet prévoit également des sessions de sensibilisation et de formation, déjà lancées dans six régions, pour inciter les entrepreneurs à adopter une démarche formelle. À terme, l'ambition est d'élargir le fonds à 20 millions d'euros et d'attirer d'autres investisseurs, y compris des partenaires internationaux et la diaspora.

## Échanges commerciaux : baisse des exportations de vanille et de girofle

JEAN RIANA | 08 MAI | LES NOUVELLES

D'après la note de conjoncture économique de la Banque centrale de Madagascar, les exportations de vanille ont chuté de 45,3%. Même tendance à la baisse également pour celles du girofle (47,9%).



Selon la note en question, les recettes générées par la vanille ont diminué de 45,3%, en raison des baisses de

44,8% du volume et de 1,8% du prix. Cette baisse de la quantité s'explique en grande partie par l'existence d'un stock de 1 000,0 tonnes à l'extérieur, ayant limité les nouvelles commandes.

Et pour cette filière, la situation est devenue inquiétante, surtout que les négociations entamées avec les États-Unis par rapport à la réduction des droits de douane de 47% imposés par le gouvernement américain sur les produits malgaches exportés vers les États-Unis, n'ont pas encore abouti. Certes, ce droit est encore suspendu, mais l'incertitude continue de planer sur le sujet.

Les exportations de girofle ont également chuté de 47,9%, en raison d'une baisse du volume de 50,0%, malgré la hausse du prix de 4,1%. « Cette diminution est liée aux mauvaises conditions climatiques, ayant affecté négativement la production », avance la note.

## Mobile money : MVola célèbre 15 ans d'inclusion financière à Madagascar

ARH | 08 MAI | LES NOUVELLES

**M**Vola souffle ses 15 bougies. Créée en 2010, l'entreprise s'est imposée comme un acteur central de l'inclusion financière à Madagascar.

En une décennie et demie, elle est devenue la première banque digitale du pays, avec plus de 15 millions de comptes actifs et un réseau dense de 50 000 Cash Points et 10 000 commerçants partenaires, couvrant aussi bien les villes que les zones rurales.

Son ambition reste inchangée : offrir des services financiers accessibles à tous. Grâce à MVola Avance, un crédit 100% mobile, plus de 3,5 millions de clients ont surmonté des imprévus ou lancé un projet. Ce produit a déjà généré 32 millions d'avances. Côté épargne, 1,1 million de comptes ont été ouverts, preuve d'une volonté croissante de sécuriser son avenir. La certification GSMA Mobile Money atteste de la fiabilité de ces services.

MVola joue aussi un rôle social important. En 2024, son programme de transferts monétaires a permis à 200 000 personnes vulnérables de recevoir un soutien

direct. L'entreprise investit également dans l'éducation financière, afin de former les jeunes à la gestion responsable de leur argent.

Sur le terrain, MVola favorise le lien social avec son programme « M'Hetsika », qui a permis la construction de 17 terrains multisports dans tout le pays. Ce dynamisme est récompensé par les certifications B Corp et Top Employer 2024–2025, soit une garantie de son impact sociétal et le soin porté à ses collaborateurs.

« Depuis 15 ans, MVola avance avec les Malgaches. Ensemble, nous continuerons à construire un avenir plus juste et solidaire », déclare le directeur général de MVola, Louis-Olivier Favot. La société entrevoit l'avenir avec ambition, en prévoyant de nouveaux services toujours plus innovants, au service de la population malgache.

# Conjoncture mondiale : la chute des prix attendue en 2026

ARH | 08 MAI | LES NOUVELLES

Les prix mondiaux des produits de base amorcent une baisse durable, selon la Banque mondiale. Dans son dernier rapport « Commodity Markets Outlook », l'institution prévoit une chute de 12% en 2025, suivie d'un recul de 5% en 2026. A cette échéance, les prix atteindraient leur plus bas niveau depuis six ans.

Cette tendance s'explique par « le ralentissement de la croissance mondiale, conjugué à une offre pétrolière abondante ». En parallèle, la demande recule, portée notamment par l'essor des véhicules électriques. En Chine, 40% des voitures neuves vendues en 2024 étaient électriques ou hybrides.

Les prix de l'énergie devraient ainsi baisser de 17% en 2025, puis de 6% en 2026. Le Brent tomberait à 64 dollars le baril, puis à 60 dollars l'année suivante. Le charbon suivra le même chemin, avec une chute de 27% cette année. Les métaux industriels sont aussi en repli, impactés par la faiblesse du secteur immobilier chinois et les tensions commerciales.

Les prix alimentaires, quant à eux, devraient diminuer de 7% en 2025, puis de 1% en 2026. Cette baisse pourrait faciliter l'aide humanitaire, mais ne suffira pas à enrayer l'insécurité alimentaire, qui menace aujourd'hui 170 millions de personnes dans 22 pays. La baisse des prix des produits de base pourrait atténuer les risques inflationnistes engendrés par les tensions commerciales. Malgré cette détente des prix, l'instabilité persiste. Depuis 2020, les cycles de hausse et de baisse se sont accélérés, alimentés par les conflits, les chocs climatiques et les tensions géopolitiques. Cette volatilité inquiète la Banque mondiale, qui y voit un frein à la croissance à long terme. Les pays en développement, grands exportateurs de matières premières, devront s'adapter. La Banque mondiale recommande de « restaurer la discipline budgétaire, d'attirer les investissements privés et de favoriser le commerce pour résister aux secousses du marché mondial ».

## Partenariat - L'UE confirme son soutien à Madagascar

IRINA TSIMIJALY | 09 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**M**adagascar bénéficie d'un partenariat stable avec l'Union européenne, qui constitue un véritable atout pour les exportateurs malgaches.

Zéro droit de douane, zéro surprise », déclare Roland Kobia, ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, lors de la Journée portes ouvertes sur la RSE, organisée au Radisson Blu.

Depuis plus de douze ans, Madagascar bénéficie d'un accès privilégié au marché européen grâce à un partenariat économique solide. L'ambassadeur souligne : « Il n'y a aucune incertitude. »

Cela signifie que tous les produits malgaches peuvent entrer en Europe sans payer de droits de douane et sans aucune limitation quantitative.

Le principal avantage de cet accord, selon l'ambassadeur de l'Union européenne, est qu'il repose sur des bases solides et transparentes.

« Le taux de douane reste à 0% aujourd'hui, demain et dans les années à venir », rassure-t-il. Cette stabilité permet aux entreprises de se projeter sereinement et de planifier leurs activités à long terme, dans un environnement souvent incertain.

### Opportunités

En 2024, l'Union européenne demeure l'un des principaux partenaires commerciaux de Madagascar, absorbant environ 25% des exportations malgaches. Parmi les produits concernés figurent la vanille, le textile, les produits de la mer ou encore les minerais.

En retour, l'UE fournit près de 19 % des importations, notamment des machines, des produits pharmaceutiques et divers biens de consommation.

L'Union européenne s'investit également dans des projets d'envergure, comme la centrale hydroélectrique de Sahofika, qui permettra à 8 millions de personnes d'avoir accès à une électricité propre. Une illustration d'une coopération qui va bien au-delà des simples échanges commerciaux.

Pour le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, cette ouverture vers l'extérieur doit être maîtrisée afin de protéger les intérêts économiques de Madagascar. Il insiste sur la nécessité de préserver la compétitivité des produits locaux face à la concurrence internationale.



« Il est crucial d'assurer une concurrence équitable et de réfléchir à des solutions locales pour soutenir notre économie », affirme-t-il.

Il souligne également l'importance de mettre en place des mesures de protection temporaires pour certains secteurs sensibles, dans le but de préserver les emplois tout en tirant parti des opportunités du marché mondial.

L'Union européenne offre à Madagascar un cadre commercial stable et prévisible, mais pour en tirer pleinement profit, les entreprises doivent continuer à s'adapter aux normes exigées, tout en renforçant leur compétitivité.

Le véritable enjeu sera de trouver un équilibre entre ouverture économique et protection des intérêts nationaux, afin d'assurer une croissance durable.

## Technologie agricole - Une plateforme pour soutenir les entrepreneurs ruraux

IRINA TSIMIJALY | 09 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Hier, à Antananarivona, une plateforme numérique destinée à soutenir les entrepreneurs ruraux à Madagascar a été lancée. Ce projet a pour but d'aider ceux qui rencontrent des difficultés pour développer leurs activités agricoles en leur offrant des outils pratiques.



« Nous avons conçu cette plateforme pour répondre aux besoins spécifiques des entrepreneurs, en leur offrant des informations sur le marché, des formations techniques et un accompagnement adapté », explique Njaka Rajaonarison, leader du groupe Agribusiness. La plateforme proposera

aux utilisateurs des informations sur les prix, les tendances du marché et des opportunités. Elle inclura également des formations sur des aspects techniques comme l'irrigation, la plantation et la certification.

En plus de la formation, la plateforme offrira des services de mentorat, de coaching et d'accompagnement pour sécuriser les terres et gérer les projets agricoles.

« Nous savons que chaque entrepreneur a des besoins différents, et notre objectif est de les aider à chaque étape de leur parcours », ajoute Rajaonarison.

Un autre aspect clé de la plateforme sera de faciliter les échanges commerciaux, en mettant en relation producteurs et acheteurs via des outils B2B et B2C. Cela permettra aux entrepreneurs d'élargir leurs opportunités de vente et de mieux gérer leurs réseaux commerciaux. Afin de s'assurer que la plateforme réponde aux besoins réels des utilisateurs, des focus groups ont été organisés. Ces échanges ont permis d'ajuster l'offre de services afin de mieux correspondre aux attentes des acteurs du terrain.

« Nous invitons tous les professionnels du secteur à se joindre à cette initiative pour renforcer ensemble le secteur Agrobusiness à Madagascar », conclut Rajaonarison.

## 17<sup>e</sup> édition de la FEPA : Transformation agricole via un partenariat avec le secteur privé

NAVALONA R. | 09 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**L'**élevage, facteur clé de la sécurité alimentaire et du développement durable à Madagascar. Tel est le slogan de Malagasy Professionnels de l'Élevage (MPE) dans le cadre de l'organisation de la 17<sup>e</sup> édition de la Foire de l'Élevage et de la Production Animale (FEPA) qui se tient depuis hier au siège de l'association à Nanisana.

« Cela fait partie des cinq premiers secteurs contribuant au développement socio-économique de la nation. Nous sollicitons ainsi les opérateurs à investir dans ce secteur porteur afin d'augmenter la fourniture des aliments sains destinés à nourrir la population en vue d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire », a évoqué le Président du Conseil d'Administration de la MPE, lors de l'ouverture de la 17<sup>e</sup> édition de la Foire de l'Élevage et de la Production Animale (FEPA), hier à Nanisana. Cette association, qui va bientôt célébrer ses trente ans d'expérience, s'engage toujours à professionnaliser les acteurs qui sont déjà en activité ou les particuliers qui souhaitent se lancer dans le domaine de l'élevage pour devenir de véritables

entrepreneurs ruraux. A titre d'illustration, « de nouvelles provendes améliorées sont vulgarisées pour développer la filière piscicole, étant donné que de nombreux acteurs commencent à se reconverter dans cette activité rentable. On s'attelle également à la diffusion d'une nouvelle technologie au profit des éleveurs dans le cadre de la digitalisation du secteur. Cet outil digital permet de faire un suivi en temps réel de leur conduite d'élevage », a-t-il ajouté.

### Produits innovants

Ce n'est pas tout ! La société LFL vient de lancer dans le cadre de cette foire la nouvelle race de poulet dite « Kômbô » qui peut être élevée pour obtenir à la fois

de la viande et des œufs si d'habitude, on observe des poulets de chair, d'une part, et des poules pondeuses, de l'autre. « Notre objectif consiste à augmenter le taux de consommation de viande, d'œufs et de poissons qui sont sources de protéines indispensables pour la santé de la population. En effet, l'autosuffisance alimentaire ne se limite pas uniquement au riz mais aussi au « laoka » ou plat d'accompagnement composé notamment de produits d'origine animale », a fait savoir le PCA de Malagasy Professionnels de l'Élevage. Toutes les parties prenantes reconnaissent ainsi que l'élevage contribue également à l'atteinte de la souveraineté alimentaire tout en améliorant les conditions de vie des ménages en milieu rural et en augmentant l'employabilité, surtout des femmes. Il est à noter que de nombreux produits innovants ont été exposés dans le cadre de cette foire de l'élevage. A titre d'exemple, les poulets de race « kômbô » peuvent entre autres fournir une viande de plus de 2 kg en l'espace de trois mois ainsi que 150 à 200 œufs par an. Quant à l'élevage porcin, l'on peut obtenir jusqu'à 120 kg de viande par tête si l'on utilise des provendes de qualité. En revanche, les lapins se vendent entre 100 000 Ar et 500 000 Ar selon leur âge tandis que les poissons vivants tilapia se procurent à 30 000 Ar le kilo.

### Chercher des débouchés

De son côté, la Secrétaire d'État auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté Alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa, a souligné que la valorisation du capital humain figure parmi les trois piliers du Président de la République. « Les acteurs œuvrant dans le secteur de l'élevage incluant la pêche et l'économie bleue contribuent à l'atteinte de la vision présidentielle qu'est la souveraineté alimentaire, à l'instar des agriculteurs et le secteur privé ainsi que les investisseurs.

Raison pour laquelle, l'État via mon département, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et le ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue, ne ménage pas ses efforts afin de chercher des débouchés à leurs produits, aussi bien sur le marché local avec la tenue de cette FEPA qu'à l'international. De nombreuses opportunités de marché s'offrent aussi bien à Madagascar qu'au niveau de l'océan Indien à l'issue du 5e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la COI organisé tout récemment chez nous », a-t-elle enchaîné.



Mais pour pouvoir concrétiser cette vision commune, la Secrétaire d'État chargée de la Souveraineté Alimentaire tient à préciser que cela passe par la transformation agricole via le développement du partenariat avec le secteur privé. « La promotion de l'approche 3P ou partenariat public-privé est ainsi de mise. Ce qui contribue directement au développement durable. Notre porte est toujours ouverte au secteur privé, pour ce faire », a-t-elle conclu.

## MTA - Compagnie Emirates : Un accord pour promouvoir la destination Madagascar

NAVALONA R. | 09 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar représenté par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, et la compagnie aérienne Emirates représentée par le vice-Président principal des opérations commerciales d'Asie de l'ouest et de l'océan Indien, Essa Sulaiman Ahmad, ont signé un protocole d'accord à Dubaï. « L'objet de ce partenariat vise à mener des campagnes de promotion de la destination Madagascar via le vaste réseau mondial de la compagnie aérienne », a expliqué la ministre de tutelle. « Depuis le lancement de ses vols vers Madagascar en septembre 2024, Emirates a renforcé sa desserte à six vols par semaine afin de répondre à une demande en croissance. Ce partenariat

stratégique permet non seulement de développer les échanges commerciaux mais aussi le tourisme », a-t-elle ajouté. Pour la campagne de promotion, la compagnie organise des voyages de familiarisation pour faire découvrir la Grande île aux professionnels du tourisme venant de Dubaï et des autres pays périphériques. Il s'agit entre autres de l'axe RN7 jusqu'à Morondava et Andasibe. « Emirates mobilisera également son réseau mondial d'agences de voyages et de tour-opérateurs pour stimuler le tourisme à destination de Madagascar, a-t-elle conclu.

# Îles Éparses : Une délégation pluridisciplinaire malgache à Paris le 30 juin

RIJA R. | 09 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**L**a prochaine réunion de la commission mixte franco-malgache sur les îles Éparses, fixée au 30 juin à Paris, s'annonce comme une nouvelle étape diplomatique dans un dossier à la fois historique, juridique et géostratégique.

L'annonce officielle de la date du 30 juin, décidée conjointement par le président malgache et son homologue français Emmanuel Macron, est soutenue de part et d'autre par une volonté commune des deux parties de maintenir le dialogue. Deux semaines après la résurgence du sujet sur la table des négociations franco-malgaches, les lignes de fond ne semblent pas prêtes à bouger derrière les apparences protocolaires. Entre-temps, Madagascar prépare déjà le déplacement vers la capitale française.

À l'issue du conseil des ministres du 7 mai dernier, l'exécutif a donné un aperçu de la composition de sa délégation. Celle-ci se distingue par sa pluridisciplinarité, réunissant des experts juridiques, scientifiques, des représentants des ministères des Forces armées, de la Pêche et de l'Économie bleue, de l'Environnement, ainsi que des conseillers juridiques et stratégiques. Cette approche suggère une volonté malgache de présenter un front solide, à la fois technique, institutionnel et symbolique. La délégation sera conduite par le Premier ministre ou la ministre des Affaires étrangères, a-t-on toujours annoncé.

et officiers de la marine nationale. Rien ne permet, à ce stade, de dire si ces personnalités seront reconduites.

Le président de la République, dans son allocution télévisée du dimanche précédent, a réaffirmé l'attachement d'Antananarivo à une restitution des îles Éparses à Madagascar. Aucune inflexion de position, ni changement de cap n'a été annoncé. Toutefois, la démarche diplomatique sera la seule option qui sera adoptée par le régime actuel, à entendre le Chef de l'État. Son discours reste ferme mais conciliant, misant sur les mécanismes bilatéraux pour faire valoir les droits de Madagascar sur ces îles stratégiquement situées dans le Canal du Mozambique. En face, la France, par la voix d'Emmanuel Macron, continue de camper sur une souveraineté pleine et entière. Si le président français évoque une « perspective commune » dans la gestion des îles, le flou de cette formule masque mal l'absence de réelle ouverture vers une restitution. Paris mise plutôt sur une cogestion technique et environnementale, sans remise en cause du statut juridique actuel.

## Attentes élevées

Le maintien du dialogue à travers la commission mixte est un acquis en soi, dans un contexte international où les différends territoriaux débouchent parfois sur des tensions bien plus vives. Toutefois, sans avancée concrète ni calendrier clair, le processus risque de s'enliser dans une diplomatie d'apparat. Madagascar joue ici une carte délicate : affirmer ses droits historiques tout en évitant l'affrontement direct avec un partenaire stratégique comme la France. L'inclusion de plusieurs ministères et experts montre que le pays veut démontrer la solidité de ses arguments, notamment sur le plan juridique et environnemental. Reste à savoir si cette posture, aussi méthodique soit-elle, pourra infléchir la position française.

Au-delà du différend bilatéral, les îles Éparses cristallisent des enjeux plus larges : contrôle des ressources maritimes, biodiversité, surveillance militaire, mais aussi influence régionale dans l'Océan Indien. À l'approche du 30 juin, les attentes sont donc élevées, tant à Madagascar que dans l'espace géopolitique environnant. Mais les signaux actuels laissent penser que la confrontation entre le droit historique malgache et la souveraineté proclamée française est loin d'avoir trouvé un terrain d'entente. La réunion de Paris sera peut-être décisive pour jauger la réelle volonté politique des deux capitales à dépasser les postures et entrer dans une logique de résolution durable.



## Mécanismes bilatéraux

Cette configuration tente partiellement de renforcer celle de la première réunion de novembre 2019, qui s'était tenue à Antananarivo sous la direction du Premier ministre Christian Ntsay, avec des figures de renom comme Raymond Ranjeva, éminent juriste et grand spécialiste du droit international. D'autres personnalités ont fait partie également de la partie malgache lors de ce premier round des discussions, notamment Eric Ratsimbazafy, diplomate de carrière et ancien journaliste, Liva Tehindrazanarivelo, spécialiste des relations internationales, Antoine de Padoue Ranaivoseheno et Jean Edmond Randrianantenaina, militaires de carrière

# Lutte contre la pollution plastique : STCV à la rencontre de Plastic Odyssey

TIANA R. | 09 MAI | LES NOUVELLES

La société de tri, de compactage et de valorisation (STCV) a bénéficié de la formation de Plastic Odyssey à Toamasina la semaine dernière.

Il s'agit d'un navire qui, à son bord, dispose de technologies accessibles et reproductibles pour transformer les déchets en d'autres matières utiles. Ce navire est dédié à la lutte contre la pollution plastique. Il effectue une expédition depuis 2022 et opère 30 escales sur trois continents ciblant les zones les plus touchées par la pollution plastique. C'est ainsi qu'il a accosté au port de Toamasina la semaine dernière. Ceci entre dans le cadre de l'Expédition Plastique Océan Indien (ExPLOI), un projet régional de la Commission de l'océan Indien. Cette initiative vise à promouvoir des solutions locales de gestion des déchets plastiques et à encourager l'économie circulaire dans la région.

Pour STCV, cet échange avec l'équipe de Plastic Odyssey a permis de confronter son expérience de terrain avec des innovations adaptées aux contextes locaux, en particulier sur les technologies de revalorisation bas carbone.

Depuis quelques années, cette entreprise opère des collectes, des tris, des compactages, des transports, et valorisation des déchets. Ces opérations se font en lien

avec des réseaux de récupérateurs, des collectivités et des opérateurs industriels.



Depuis sa création, elle a structuré une filière capable de capter des volumes significatifs de déchets plastiques post-consommation, tout en assurant une traçabilité et une qualité de traitement. Par ailleurs, STCV échange régulièrement avec les entités telles que le ministère de l'Environnement et du développement durable, et le programme régional ExPLOI de la Commission de l'Océan Indien. L'idée est de contribuer à l'émergence de solutions partagées pour la gestion durable des plastiques.

## Contenir l'inflation : la BFM relève son taux directeur

ARH | 09 MAI | LES NOUVELLES

La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) durcit sa politique monétaire. Le taux directeur passe de 10,5% à 12%, une hausse de 150 points de base, décidée mardi lors de la revue trimestrielle. L'objectif : freiner l'inflation qui s'accroît dans un contexte international instable.

La BFM justifie ce resserrement comme une mesure « indispensable » face à des tensions inflationnistes persistantes. En mars, l'inflation a atteint 8,4 %, dépassant les prévisions. La BFM pointe du doigt les incertitudes mondiales, marquées par l'intensification des guerres commerciales, comme principaux facteurs de risque.

Cette politique restrictive vise à réduire la masse monétaire en circulation. En relevant le coût du crédit, la BFM espère freiner la demande de prêts, ralentir la consommation et, in fine, contenir la hausse des prix. Elle reconnaît cependant que cette mesure pourrait ralentir l'activité économique à court terme.

Ce durcissement monétaire s'inscrit dans une volonté de stabiliser l'économie malgache à long terme. Il s'aligne sur

les recommandations des bailleurs de fonds. La Banque mondiale avait déjà appelé à une action ferme pour contenir l'inflation, et le FMI fait pression sur la BFM depuis plusieurs mois, pour qu'elle relève son taux directeur.

Autre nouveauté : la BFM fait de ce taux son principal instrument de politique monétaire. Il remplacera désormais les taux de facilités permanentes (dépôt et prêt marginal), même si ces derniers restent disponibles pour les banques commerciales.

Avec cette décision, la BFM veut rassurer les marchés et renforcer sa crédibilité. Elle affirme sa détermination à maintenir l'inflation sous contrôle, malgré le risque de ralentissement économique. La stabilité des prix reste une priorité.

## Toekarena : 8,4% ny vidim-piainana eto Madagasikara

HENINTSOA | 09 MAI | LES NOUVELLES

Tao anatin'ny herintaona (teo anelanelan'ny volana marsa 2024 sy ny volana marsa 2025), nisondrotra 8,4% ny vidim-piainana teto Madagasikara, araka ny fanadihadiana ara-toekarena navoakan'ny Banky foiben'i Madagasikara (BFM). Izany hoe, nahitam-piakarany 1,2% izany tao anatin'ny 12 volana. Anisan'ny nisondrotra 12,7% ny vidim-bary, niakatra 4,5% ihany koa ny sehatry ny angovo. Tsinjony sady nohamafisiny tao anatin'ny fanadihadiana ara-toekarena nataony fa hihalafo ny vidim-piainana eto amintsika mandritra ny telo volana voalohan'ny taona 2025. Vokany, mitotongana ny fahefa-mividin'ny isan-tokantrano. Mitotongana ihany koa ny vola malagasy sy ny dolara. Nanomboka ny volana avrily, nanomboka nanafosafy ny 5 000Ar ny sandan'ny euro teo amin'ny tsena fifanakalozam-bola (Marché interbancaire de devise). Omaly, nisanda 5 021,37Ar ny euro iray.

Tsy nitsaha-nidina kosa ny dolara nanomboka ny volana febroary 2025. Tamin'io vanim-potoana io, manodidina ny 4 701,81Ar ny dolara ary tafidina hatramin'ny 4 443,27Ar izany, omaly, araka ny tarehimarika navoakan'ny BFM. Miadana ny fihodin'ny toekarena eto Madagasikara, antony mahatonga ny ankamaroan'ny Malagasy miaina anaty fahantrana. Manampy trotraka ny fiakaran'ny vidin-tsolika sy ny haratsian-dalana eto amintsika izay mampiahiahy sahady ireo mpitatitra sy mpandraharaha. Marihina fa mandray anjara amin'ny fiovaovan'ny vidin-tsolika eto amintsika ny sandan'ny dolara. Ny volana marsa teo, vanim-potoana nanafarantsika ny solika ampiasaina ho an'ny volana mey, nidangana ny dolara ka nahatonga ny fiakaran'ny solika mandritra ity volana ity.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 [www.ccifm.mg](http://www.ccifm.mg)

 [ccifm@ccifm.mg](mailto:ccifm@ccifm.mg)     [adhesion@ccifm.mg](mailto:adhesion@ccifm.mg)

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce  
et d'industrie France Madagascar

